

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\
SICAL_Lumbres_0007001030\2_Inspections\2024 03 26 Plainte Elnes bruit 2
Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à une nouvelle plainte de riverain pour nuisances sonores formulée par courriel auprès de l'Inspection des Installations Classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du

polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquette viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à ce jour à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et à enregistrement pour la rubrique 2921 de la nomenclature des Installations Classées. L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 22/10/2009 et 3/07/2019).

Elle fait l'objet de plusieurs arrêtés de mise en demeure portant notamment sur des dépassements en émergences acoustiques (APMD du 07/04/2017) et pour régularisation administrative du site (APMD 06/09/2012).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Préambule :

Par courriel du 6/02/2023, le plaignant avait signalé à l'Inspection que la SICAL était devenue excessivement bruyante en période nocturne depuis décembre 2021, ce bruit pouvant s'accroître en seconde partie de nuit mais se réduisant le week-end.

Le plaignant avait indiqué avoir contacté la société SICAL à plusieurs reprises par courriers en janvier et avril 2022, et qu'il avait alors obtenu des réponses qui précisaient dans un premier temps, que des travaux étaient en cours et devraient se terminer fin mars 2022, puis dans un second temps, que la société devait procéder au remplacement de certains silencieux, remplacement prévu pour fin juin 2022.

La situation ne s'étant pas améliorée, le plaignant s'était adressé à l'Inspection qui avait procédé à une visite d'inspection en date du 22/02/23. Dans son rapport de visite du 22/05/2023, l'Inspection avait demandé à la société SICAL, en application de l'article 13.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999, de réaliser sous un délai de deux mois, des mesures acoustiques d'urgence à des périodes et emplacements définis en accord avec le plaignant.

Conformément aux prescriptions du même article, il avait été demandé à l'exploitant que le choix de l'organisme en charge des mesures et le cahier des charges des mesures soient soumis à l'approbation de l'inspection.

La situation ne s'étant toujours pas améliorée et devant l'absence de prise en compte et de retour de l'exploitant à ses appels téléphoniques, le plaignant a de nouveau contacté l'inspection par courriel du 29/02/2024.

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction de cette nouvelle plainte.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 13.5.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Niveaux acoustiques	AP de Mise en Demeure du 07/04/2017, article 1	Sans suites à ce stade

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas soumis à l'approbation de l'Inspection le choix d'un organisme compétent et le cahier des charges pour la réalisation de nouvelles mesures acoustiques et n'a pas réalisé de nouvelles mesures acoustiques conformément à la demande formulée dans le rapport de visite du 22 mai 2023.

Par ailleurs, les dernières mesures acoustiques réalisées en octobre 2022 et reprises dans le dossier de demande de régularisation administrative déposé fin janvier 2024, mettent en exergue un dépassement important des valeurs limites en émergence sur la période nocturne. Néanmoins, la méthodologie employée ne permet pas à ce jour à l'Inspection de statuer sur la conformité ou non des résultats obtenus.

Il est ainsi proposé un arrêté de mise en demeure de procéder, sous un délai de 2 mois, à des mesures en zone à émergence réglementée qui incluent la parcelle du plaignant en application de l'article 13.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 13.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures acoustiques
Prescription contrôlée : 13.5. - Contrôles L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant. [...]
Constats : L'inspection s'est rendue au domicile du plaignant le 26/03/2024 dès 9H. Ce domicile se situe à environ 400 m au sud de la société SICAL, sur un terrain légèrement en hauteur par rapport au site industriel. Des bruits étaient perceptibles au moment de l'inspection qui ont permis de constater une nuisance sonore depuis le terrain du plaignant, nuisance limitée selon le plaignant contrairement à celle ressentie en période de nuit en semaine. Pour illustrer ses propos, le plaignant a partagé des enregistrements vidéos/audios réalisés en début de semaine sur la période nocturne mettant en exergue l'existence de bruits de ronronnement et de « cliquetis » perceptibles à son domicile.

La plaignante indique avoir contacté SICAL en date des 27/03/23 et 05/05/23 mais sans prise en charge des informations transmises et sans retour de la société.

L'inspection s'est ensuite rendue sur le site de la société SICAL où elle a rencontré les responsables de l'entreprise.

Suite à une première plainte enregistrée en date du 6 février 2023, l'Inspection avait demandé dans son rapport de visite d'inspection du 22 mai 2023 à ce que soit réalisé *sous un délai de deux mois, des mesures acoustiques d'urgence à des périodes et emplacements définis en accord avec le plaignant, avec soumission du choix de l'organisme en charge des mesures et le cahier des charges des mesures à l'approbation de l'inspection.*

Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas soumis pour approbation à l'Inspection le choix de l'organisme retenu et le cahier des charges, ni réalisé les mesures acoustiques comme demandé au titre de l'article 13.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié.

Il est proposé à Monsieur le Préfet du Pas de Calais de mettre en demeure la société SICAL de faire réaliser des mesures acoustiques d'urgence notamment au domicile de la plaignante sous 2 mois. Pour ce faire, l'exploitant transmettra sous 1 mois le cahier des charges défini et le nom de l'organisme retenu.

L'Inspection sera présente les jours des contrôles notamment pour s'assurer de la représentativité de l'activité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des niveaux réglementaires
Prescription contrôlée : Article 1 - La société SICAL exploitant une papeterie-cartonnerie sise 69 Rue du docteur PONTIER 62380 LUMBRES est mise en demeure, de respecter le niveau d'émergence maximal fixé à l'article 13.4 « Niveaux acoustiques » de l'arrêté préfectoral 2 avril 1999, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Pour rappel, l'article 13.4. relatif aux niveaux acoustiques stipule : <i>Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux admissibles.</i> <i>L'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement, et lorsqu'elle est à l'arrêt, et mesurés selon les dispositions de l'instruction technique jointe à l'arrêté du 20 août 1985 précité.</i> <i>Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LAeq, T.</i> <i>L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.</i> <i>Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) (mesure effectuée installation en fonctionnement) d'une émergence supérieure à :</i> <i>5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés;</i> <i>3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.</i>
Constats : En séance, l'exploitant n'a présenté aucun élément relatif à des mesures acoustiques. Dans son dossier de demande d'autorisation déposé le 22 janvier 2024 en réponse à l'arrêté de mise en demeure de 6 septembre 2012 pour régularisation administrative, l'exploitant a intégré dans son étude d'impact le rapport SOCOTEC référencé A1482/22/1597 du 7/12/2022. Ce rapport, qui n'avait pas été présenté par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 22 février 2023, traite de mesures acoustiques réalisées du 13 au 14 octobre 2022 sur 4 points de mesure. Il a été abordé en séance par l'Inspection. Ces mesures mettent en exergue un non-respect très important des niveaux en zone d'émergence réglementée (ZER) en période nocturne. Les émergences relevées sont respectivement +8,5, +10, +10,5 et +16,5 pour une limite en émergence réglementaire fixée à 3 dB(a) en période nocturne. Les résultats en limite de propriété respectent quant à elles les valeurs réglementaires sur les périodes diurnes et nocturnes. L'inspection a rappelé en séance que le site faisait déjà l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 7 avril 2017 pour un non-respect des limites en émergence, constaté lors d'une visite d'inspection en date du 16 janvier 2017 initiée suite à une plainte pour nuisances acoustiques. Toutefois, en termes de méthodologie, l'Inspection relève que les mesures semblent avoir été

réalisées en limite de propriété et non en Zone à Emergence Réglementée avec l'usine en fonctionnement.

Dans ces conditions, il est demandé à l'exploitant de refaire une campagne de mesures en zone à émergence réglementée avec mesure du bruit résiduel usine à l'arrêt afin de confirmer ou infirmer les dépassements constatés.

Par ailleurs, il ressort du parcours des installations le jour de la visite que les sources de bruit sont multiples et particulièrement intenses sur l'ensemble du site : le long de chaque bâtiment de production, canalisations extérieures de collecte de rognures de carton ... (liste non exhaustive) : ronronnement, sifflements, bruit d'impacts ...

Au regard de l'ensemble de ces éléments, l'Inspection proposera un arrêté préfectoral complémentaire pour la réalisation d'une étude bruit approfondie.

Enfin, l'Inspection a alerté l'exploitant qu'au regard des émergences constatées et l'absence de propositions de sa part, le dossier de régularisation en cours présentait un risque de refus en termes de procédure.

L'Inspection a noté que le site a la possibilité d'être à l'arrêt complet au cours de l'année notamment en décembre ou la semaine du 15 août. Il conviendra de programmer les prochains contrôles réglementaires triennaux dans le respect de mesures usine à l'arrêt.

Type de suites proposées : Sans suite à ce stade